

ENTRÉE LIBRE

JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE SHERBROOKE

GRATUIT

Juillet 2010 // vol.24 // No.6 // 147^e numéro

SPÉCIAL G20 DE TORONTO



Photo : iwasaround

DROITS ET LIBERTÉS - ARRESTATION - TÉMOIGNAGE - LIBERTÉ DE PRESSE



Photo : Media Coop

QUAND ILS SONT VENUS CHERCHER LES ALTERMUNDIALISTES

Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas communiste.

Quand ils sont venus chercher les Juifs, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas Juif.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas syndicaliste.

Quand ils sont venus chercher les catholiques, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas catholique.

Et lorsqu'ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester.

Martin Niemöller

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : 819.821.2270
j.entree.libre@gmail.com

TIRAGE : 500

Équipe de rédaction

Sylvain Bérubé
Alison Jane Brunette
Ludivine Caussan
Claude Dostie
Annie Forest
Etienne Ménard
Francis Poulin
Michaël Prince

Collaborateurs

Isabelle Giguère
Sophie Junkens
Caroline Vohl
Camille
le RAJ

Mise en page

Etienne Ménard

Correction

Sophie Junkens, Caroline Vohl

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : Entrée Libre

Graphisme de la nouvelle maquette :

Studio Stage 2010

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 4e trimestre 2009

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par

les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud,

Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François.

VOUS AVEZ DES

COMMENTAIRES

OU DES SUGGESTIONS SUR

LES ARTICLES

D'ENTRÉE LIBRE?

ÉCRIVEZ-NOUS!

VERS UNE DOUCE TYRANNIE ?

Par Isabelle Giguère

DEPUIS LES DERNIERS SOMMETS INTERNATIONAUX DU G8, À KANANASKIS (JUIN 2002), ET LE SOMMET DES AMÉRIQUES, À QUÉBEC (AVRIL 2001), ON ASSISTE PEU À PEU AU DURCISSEMENT DE LA RÉPRESSION POLICIÈRE À L'ENDROIT DES MANIFESTANTS. POURTANT, LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS GARANTIT LE DROIT DE SE RÉUNIR PACIFIQUEMENT AINSI QUE D'AUTRES LIBERTÉS FONDAMENTALES À LA BASE DE TOUT SYSTÈME DE GOUVERNEMENT DIT DÉMOCRATIQUE.

Au Canada, la gestion du maintien de l'ordre public au cours des sommets internationaux induit le plus souvent un recours systématique à des effectifs et du matériel de sécurité de haut niveau. Le corps policier ne suffit plus ! Il faut donc déployer des équipes d'intervention, des tireurs, des forces spéciales, des unités anti-émeutes en plus des forces de la Gendarmerie royale, de la police provinciale et de la police municipale.

À Huntsville, le maintien de l'ordre public a été assuré par une utilisation très discrète de la force, sans aucune éclaboussure. À Toronto, cependant, on a assisté à un usage excessif de la force et à des vagues d'arrestations massives. Oui, dans la Ville-Reine, on a battu le triste record historique du plus grand nombre d'arrestations jamais enregistré.

RESPECT DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX ?

Selon le rapport préliminaire d'observations de l'Association Canadienne des Libertés

Civiles, « plus de 900 personnes ont été arrêtées par la police ». Ces perquisitions auraient été faites de manière tout à fait arbitraire dans les rues de Toronto. Toujours selon le rapport, les détenus seraient, semble-t-il, fait dénier leur droit de parler à un avocat ainsi qu'à leur famille.

La Charte canadienne des droits et libertés garantit un bon nombre de droits et de libertés fondamentaux aux Canadiens et Canadiennes. Dans les articles 2(b) et 2(c), la liberté de pensée, de croyance, d'opinion, d'expression et la liberté de réunion pacifique sont décrites comme des libertés et des droits fondamentaux. De plus, la charte garantit le droit à la sécurité, assure des protections contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives et limite les conditions de détention. Être prisonnier sans motifs véritables — ou d'ailleurs ne pas être au fait des motifs de son arrestation — et être dépourvu de l'assistance d'un avocat sont des situations qui foulent aux pieds les valeurs démocratiques !



Photo : Isabelle Giguère

GESTION EFFICACE DES DÉPENSES PUBLIQUES ?

Selon le rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget sur l'évaluation des coûts prévus de la sécurité aux sommets du G8 et du G20, qui décrit bien la structure des dépenses encourues, les principales enveloppes budgétaires ont été octroyées à la Gendarmerie royale du Canada, au Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, au Ministère de la Défense nationale et au Service canadien du renseignement de sécurité. Il faut dire qu'actuellement, la tendance en gestion du maintien de l'ordre induit le recours systématique à des méthodes d'infiltration des groupes dissidents, leur surveillance et le recours aux services de renseignements.

Le passage d'une gestion policière de compromis vers

une autre qui est davantage réactive et répressive est perceptible. Les forces de l'ordre veillent désormais au maintien de l'ordre à coups de gourdin et de gaz lacrymogènes ! En conséquence, on assiste à une explosion des dépenses en sécurité aux frais du contribuable. Par l'érection du périmètre de sécurité, la clôture, les tactiques de surveillance et le maintien à distance des manifestants, la priorité des forces de l'ordre s'est clairement imposée comme étant de protéger les dirigeants — et d'assurer le bon déroulement des activités — plutôt que de protéger la population. Plus de 900 personnes se sont fait dénier leurs droits et libertés fondamentaux, mais ce sont tout de même elles et le reste des contribuables, qui financent le fardeau de la dette.



Photo : Etienne Ménard

DÈS JEUNES SHERBROOKOIS RÉCLAMENT JUSTICE !

Par le Regroupement autonome des jeunes

DU 25 AU 27 JUIN SE DÉROULAIT À TORONTO LE G8/G20, ÉVÉNEMENT OÙ PLUSIEURS SHERBROOKOIS-ES ONT MANIFESTÉ LEUR OPPOSITION À LA GLOBALISATION ÉCONOMIQUE. LORS DE CETTE RENCONTRE, LES DIRIGEANTS DES PAYS LES PLUS RICHES SE SONT ENTENDUS SUR DES MESURES RÉGRESSIVES QUI AUGMENTERONT L'ÉCART ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES ET QUI NUIRONT, À LONG TERME, AUX GÉNÉRATIONS À VENIR.

NÉOLIBÉRALISME

Selon Leo Panitch, expert canadien des crises économiques, le G8/G20, par ces mesures d'austérité, «cherche d'abord à empêcher à tout prix qu'il y ait des mesures qui contrôlèrent les profits des banques et la circulation du capital, comme ce fut le cas après la Grande Dépression».

Pour faire simple, on a rejeté l'idée d'une taxe aux banques pour plutôt renflouer les coffres de ces dernières en réduisant les dettes publiques mondiales de moitié. «Il est très clair que la priorité est de remettre en marche la libéralisation des marchés et

d'aligner la planète sur la voie néolibérale», affirme Olivier Denis, qui a manifesté contre le G20 et qui fut arrêté pendant son sommeil à l'Université de Toronto. «C'est à cause de mes opinions politiques que je fus arrêté», croit celui qui fut délégué par le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) à la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

Pas question de s'attarder au sort des femmes en Arabie Saoudite, des droits autochtones, de la pauvreté ou de l'environnement. C'est pour ces raisons que le RAJ rejette cette conférence mondiale qu'il juge illégitime : «Nous croyons que l'économie, sans

perspective sociale, humaine et environnementale, ça s'appelle l'enrichissement des riches sur le dos du reste de la planète. Le G8/G20 ne règlera rien à la crise mondiale que l'on vit», indique Francis Poulin, porte-parole du RAJ.

C'est d'ailleurs à cause de ces enjeux que la mobilisation anti G8/G20 a eu une grande importance, dont une manifestation autochtone de plus de 5000 personnes : un moment historique qu'aucun média n'a couvert.

RÉPRESSION

Le déploiement immense de forces policières et le fait que la province de l'Ontario ait réanimé la Loi sur la protection des travaux publics, justifiant des fouilles, identifications et arrestations sans mandat, constituait déjà un pas de trop dans la dérive sécuritaire. Selon un rapport d'Amnistie Internationale, ces deux mesures ont «créé un climat d'intimidation décourageant

les citoyens à manifester». «Les gens de Toronto étaient épuisés et la majorité refusaient de sortir seuls, de peur de se faire contrôler et arrêter dans la rue», dit Benjamin Zielinski, jeune militant de Greenpeace à Sherbrooke qui fut arrêté le dimanche matin.

Suite aux arrestations massives durant le G8/G20, le RAJ a tenu un point de presse le 6 juillet dernier pour dénoncer le viol des droits et libertés et pour exposer les témoignages de quatre Sherbrookoïses qui ont été incarcérées lors de ces sommets.

«Nous nous sommes réunis derrière le Palais de justice de Sherbrooke pour réclamer une plus grande justice sociale et que justice soit faite pour les gens arrêtés injustement qui, comme nous, virent leurs droits fondamentaux complètement bafoués», explique Frank Lévesque-Nicol, qui fut détenu durant 60 heures, rationné, insulté et

retenu sans droit de parler à un avocat. Cet étudiant en philosophie qui a reçu une bourse pour aller étudier en France se dit maintenant renforcé dans sa volonté de lutter contre cette globalisation et a perdu toute confiance en le travail des policiers. C'est un sentiment partagé par les autres jeunes présents qui furent incarcérés. «Des droits simples tels qu'avoir droit à un avocat, le droit de manifester pacifiquement, le droit à la vie privée, la liberté d'association, de presse et d'expression ne furent pas respectés», rajoute Benjamin Zielinsky.

Le Canada s'était pourtant fait enjoindre par l'Organisation des Nations Unies (ONU) d'assurer tant la sécurité que le maintien des libertés. L'ONU avait fait cette demande suite au Sommet des Amériques à Québec.

Et pourtant il y a des récits comme celui de Guillaume Ravary-Ouellet, autre Sherbrookoïse qui, à sa sortie, s'est déclaré prisonnier politique démontrant que les arrestations violaient son droit à la liberté d'expression. «Ça m'a pris 18 heures avant de faire un appel et j'ai reçu une injection sans mon consentement» affirme-t-il. «Ils ont fait deux fois plus de victimes que lors de la crise d'Octobre. C'est très symbolique.» juge-t-il. Même son de cloche du côté de Camille Toffoli, qui ne pouvait être présente mais qui a envoyé un témoignage

de son incarcération au RAJ : «Dans ma cellule, des artistes improvisées utilisèrent les verres de carton que l'on nous fournissait pour boire. Elles les insérèrent dans le grillage de notre cage afin d'écrire la phrase "This is what democracy looks like!". Percevant cela comme une menace, je suppose, les flics se firent un plaisir de faire tomber les lettres une par une, réduisant ainsi à un tas de déchets le dernier bastion de notre liberté d'expression.»

Lors de ce point de presse, on présentait une œuvre symbolique sur une vitre de grande dimension sur laquelle on avait peint le signe de paix fait de fils barbelés et l'inscription «Liberté de presse, d'expression et d'association!».

«Si les forces policières de Toronto ont utilisé les bris matériels pour justifier des centaines d'arrestations arbitraires et illégales, nous voulons transmettre un message clair en brisant symboliquement cette œuvre qui représente le confinement de nos libertés. Il n'existe aucune justification qui permette de mettre fin aux libertés civiles. C'est pourquoi le RAJ joindra sa voix aux autres organisations sociales qui revendiquent la tenue d'une enquête publique» termine Francis Poulin. «Nous n'accepterons pas que le G8/G20 justifie le bris de la paix sociale.»



Illustration par Nan

Le RAJ est une organisation communautaire fondée, contrôlée et gérée de façon autonome et démocratique, par des jeunes dont le but est de défendre de manière collective les droits et intérêts des personnes de 18-35 ans. Il a pour objectif de réunir des jeunes de tous horizons (étudiantEs, excluEs du marché du travail, travailleurs/euses, etc.) et il s'attaque particulièrement aux injustices touchant la jeunesse.

TORONTANAMO

Par Camille

DANS LE CENTRE DE DÉTENTION TEMPORAIRE, ALORS QUE NOUS N'AVIONS QU'UN SANDWICH AU FROMAGE ET 100 ML D'EAU À CONSOMMER TOUTES LES SEPT HEURES, ALORS QUE NOUS DEVIONS NOUS SOULAGER DANS DES TOILETTES SÈCHES SANS PORTE, ALORS QUE L'AIR CLIMATISÉ FAISAIT CHUTER LA TEMPÉRATURE AMBIANTE À SIX DEGRÉS CELSIUS, ALORS QUE NOUS AVIONS POUR SEUL LIT LE SOL DE BÉTON MACULÉ DE DÉCHETS, ALORS QUE LA PLUPART D'ENTRE NOUS NE SAISSIONS MÊME PAS ENCORE L'AMPLEUR DE CETTE VIOLATION DES DROITS HUMAINS, J'ENTENDAIS PLUSIEURS DE MES COMPATRIOTES DE CELLULE S'EXCLAMER SOUS LE POIDS DES ÉMOTIONS : « JE NE VEUX PLUS JAMAIS ALLER MANIFESTER, J'AURAIS BIEN TROP PEUR ».

Au fil des insultes faites par les policiers, de fouille à nu en fouille à nu, le sentiment de panique s'est atténué et le discours a changé. Pour une part importante des personnes arrêtées, ces deux ou trois jours derrière les barreaux marqueront le début d'une nouvelle expérience militante.

Tous les manifestants et toutes les manifestantes qui ont pris la rue pendant les quelques jours constituant le G20 y étaient au nom d'allégeances politiques ou de valeurs personnelles. Certains considéraient cette réunion annuelle de grands dirigeants

comme une des plus importantes manifestations d'un capitalisme à détruire, d'autres déploraient simplement le manque de démocratie se dégageant du fait qu'une vingtaine de personnes décident en quelques jours du sort du monde, d'autres cherchaient à dénoncer le manque de souci accordé aux causes environnementales dans ce type d'instances. Par contre, ce qui est unanime chez les personnes détenues lors de la plus grande arrestation de masse de l'histoire du Canada, c'est qu'elles ont compris malgré elles ce qu'étaient réellement la brutalité et la



Illustration par Nan

répression policières. Si ces phénomènes sont très connus dans le milieu militant, nous ne pouvions les illustrer, au Canada, que par des faits plus ou moins isolés.

Désormais, 1090 arrêtés existent afin de témoigner de la gravité de la situation politique. De tous ces individus, beaucoup lutteront à partir de maintenant pour plus d'une cause : la brutalité policière ainsi que toutes les raisons qui les poussaient jadis à sortir dans la rue.

Ainsi, si la police et le gouvernement cherchaient de concert à nous effrayer, à nous faire baisser les bras, ils ont commis une grave erreur.

Ils n'auront réussi qu'à nous faire comprendre que la situation est alarmante, qu'il faut se grouper dès demain avant que nos droits ne nous échappent un à un. Ils nous ont rappelé à quel point la lutte ne faisait que débiter.



Photo : Media Coop

VOUS AVEZ LE DROIT DE GARDER LE SILENCE

Par Francis Poulin

« LE LIBRE ACCÈS DES MÉDIAS ET DES JOURNALISTES À L'INFORMATION ET À LEURS SOURCES EST UNE CONDITION ESSENTIELLE À L'EXISTENCE D'UNE PRESSE LIBRE ET À LA SATISFACTION ET AU RESPECT DU DROIT DU PUBLIC À L'INFORMATION. LES MÉDIAS ET LES JOURNALISTES DOIVENT ÊTRE À L'ABRI DE TOUTE PRATIQUE OU INTERVENTION QUI LES EMPÊCHE DE S'ACQUITTER DE LEUR FONCTION DANS LA SOCIÉTÉ », PEUT-ON VOIR SUR LE SITE DU CONSEIL DE PRESSE DU QUÉBEC.

Ce n'est pas un caprice bien formulé ; il s'agit ici d'un droit inscrit dans la Charte des droits et libertés de la personne. C'est donc un élément de loi et comme bien d'autres éléments de cette charte, le droit à l'information a été largement brimé et parfois violé lors du rassemblement du Groupe des 20.

- Deux photographes du National Post, Brett Gundlock et Colin O'Connor, furent arrêtés et détenus ;
- Le producteur de CTV News Farzad Fatholahzadeh a été détenu ;
- Le journaliste indépendant Jesse Rosenfeld a été battu et arrêté par la police ;
- Liem Vu, un stagiaire au National Post et Lisan Jutras, une journaliste du Globe and Mail, ont été détenus pendant quatre heures au coin Queen et Spadina ;
- Le journaliste de Real News Network, Jesse Freeston a été frappé au visage par un policier ;

- Le journaliste du Torontoist, Wyndham Bettencourt-McCarthy, fut frappé par le bâton d'un policier ;
- Le journaliste vidéo Brandon Jourdan a été lancé au sol et battu par la police.

Il s'agit ici d'un décompte qu'ont fait les Journalistes canadiens pour la liberté d'expression de cas qu'ont subis des journalistes qui étaient pleinement en fonction et qui ont affiché leur carte de presse et fait savoir leur rôle dans ces manifestations. Quatre de ces journalistes ont présentement porté plainte. Le Canada annonce pourtant sur le site du G20 : « le gouvernement du Canada reconnaît l'importance du rôle des médias alternatifs, sous toutes leurs formes, dans la communication d'information à une multitude d'auditoires partout dans le monde. » Il s'agit ici d'un profond mensonge. Le Collectif régional d'éducation sur les médias d'information (CRÉMI) est très préoccupé par le maintien des libertés civiles canadiennes, dont le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information. Depuis plusieurs années maintenant le gouvernement conservateur a eu une attitude très fermée par rapport aux médias, tant par la non-circulation de beaucoup d'information du Cabinet du premier ministre que par les nombreux cas de refus de demandes de droit à l'information. Nous tenons à rappeler qu'aucun prétexte sécuritaire ne peut mettre fin à ces libertés qui assurent notre démocratie. Par chance que plusieurs citoyens ont pris le relais lorsque la police s'était assurée d'empêcher la couverture de leur répression. Nous saluons le travail de ces journalistes-citoyens et aussi des journalistes professionnels et indépendants qui préservent le droit à l'information face à cette dérive sécuritaire et répressive.

L'auteur est coordonateur au CRÉMI

BOUCHE-TROU, CRITIQUE ET AUTODÉRISION! (OU EN ANGLAIS : IN DOG, WE TRUST !)

Par Etienne Ménard

AVERTISSEMENT : CE COURT ESSAI BEURRE DES OPINIONS QUE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION D'ENTRÉE LIBRE NE PARTAGE PROBABLEMENT PAS. IL CONTIENT DES CRITIQUES DÉMAGOGIQUES, SARCASTIQUES ET VULGAIRES. VEUILLEZ PRENDRE NOTE QU'IL NE FAIT PAS OFFICE DE RÈGLEMENT DE COMPTE ET QUE JE SUIS OUVERT À VOS OPINIONS SEULEMENT SI ELLES SONT EN ACCORD AVEC LES MIENNES !

Moi aussi j'ai le goût de brailler ! Comme quand ma mère m'a dit de ne pas mettre la main sur le rond du poêle pis que je l'ai pas écoutée ! J'ai le goût de brailler en entendant les gens qui se sont fait emprisonner. J'me dis « criss ! Il fallait s'y attendre ! » Dans une guerre, il y a toujours des morts. Dans des sommets comme celui de Toronto, il y a toujours du monde qui se font crisser des volées, dont on brime les droits. Si j'étais illégitime, je le serais jusqu'au bout ! Pas besoin d'avoir vu douze Sommets des Amériques pour comprendre ça !

De plus, il me semble que la répression ne date pas d'hier : il y a environ 2000 ans, un mec s'est fait crucifier parce qu'il ne pensait pas comme l'ordre établi (à moins que j'aie lu ça dans un roman ?) Et pourtant je crois que l'attitude des manifestants et manifestantes est bien celle de tendre l'autre joue ! Pourquoi ??? Pour se reconforter ! Pour avoir raison ! Parce que c'est maintenant prouvé : « this is what democracy looks like ! ». Est-ce nécessaire de se jeter dans la gueule du loup pour prouver qu'on a raison ? Avons-nous, nous aussi, besoin de martyrs ? Est-ce impératif de justifier le milliard et trois petits points en participant au grandeur nature que nos élus ont organisé ? Nous ne sommes pas les héros du Seigneur des Anneaux... Les armes sont inégales et notre espoir ne repose pas sur deux hobbits. Il faut arrêter de jouer leur « game » et jouer davantage la nôtre ! C'est dommage, mais ils ont gagné (ils ont probablement pipé les dés) !



Illustration par Etienne Ménard

Si nous croyons que la démocratie dans laquelle nous vivons est bidon, pourquoi se prévaloir du droit bidon de manifester, même pacifiquement ? Imaginez que personne ne se soit pointé au G8/G20 ! Imaginez tout ce fric injustifié ! Imaginez la gang de caves (policiers) qui se nettoient les ongles et se grattent le cul ! Imaginez des milliers de personnes qui, au lieu de manifester, organisent un Contre Sommet ! Imaginez des milliers de personnes qui discutent pour trouver des solutions autres que celles de 20 « mangeux » de mardo et compagnie ! Imaginez qu'on n'attend plus qu'ils se réunissent pour le faire ! Imaginez qu'un jour, à force de persévérer et de multiplier ces « Contre Sommets », de plus en plus de gens adhèrent à ces solutions et y participent eux aussi ! Imaginez que ça devienne « big » ! Imaginez que ça soit une référence ! Imaginez que les élites n'aient plus le choix d'écouter ! Imaginez que ce soit une partie de la solution pour contrer le néolibéralisme...

Je délire peut-être et je ne prétends pas détenir « La Solution », mais il est déplorable que l'utopie ne soit pas plus en vogue ! Je ne crois pas qu'il faille se confronter au pragmatisme de l'élite mais continuer à défricher notre propre voie à côté de la leur. On le sait déjà : l'autoroute de l'élite s'effrite, elle est ravagée par les obus et finit dans un ravin. Personnellement, je n'ai pas envie de la rénover. Et vous ?

P.S. Oh ! Toi petit anarchiste (ou autre) ! Sens-toi bien à l'aise d'exprimer ta colère en foutant le feu aux voitures de police en d'autres occasions qu'exclusivement dans les sommets et autres trucs du genre ! Ça pourrait faire changement !